



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 02/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GIE DU NOIR RUXEL - PARMENTELAT

90 chemin des Granges Bas
88400 Gérardmer

Références : S-24-099RP
Code AIOT : 0006204550

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2024 dans l'établissement GIE DU NOIR RUXEL - PARMENTELAT implanté 90 chemin des Granges Bas 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 12/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la mise en demeure prononcée suite à la visite d'inspection de juin 2023. Elle s'appuie sur l'arrêté préfectoral n° 945/2023 du 25 août 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE DU NOIR RUXEL - PARMENTELAT
- 90 chemin des Granges Bas 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006204550
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est une station d'épuration adossée à une ICPE spécialisée dans l'ennoblissement textile.

Contexte de l'inspection :

- contrôle du respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Procédure de fonctionnement de la station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 25/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Capacité de traitement des déversements accidentels	Arrêté Préfectoral du 25/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Dépassement des valeurs limites d'émission dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 25/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure
4	Bilan de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 25/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté des réponses satisfaisantes aux points détaillés dans la mise en demeure d'août 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure de fonctionnement de la station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <p>La société GIE du NOIR RUXEL est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de :</p> <ul style="list-style-type: none"> élaborer une procédure qui assure un fonctionnement optimal de la station d'épuration quelles que soient les conditions météorologiques ; (...).
Constats : <p>Lors de la précédente visite d'inspection il avait été constaté des dépassements de certaines VLE (NGL notamment) que l'exploitant expliquait par des difficultés de redémarrage de la station d'épuration suite à l'arrêt des fêtes de fin d'année.</p> <p>Par courriel du 26 janvier 2024, l'exploitant indique « <i>Pour éviter toute dérives dues aux conditions climatiques, nous avons inséré une sphère (comme évoqué lors de votre visite) à l'intérieur du clarificateur qui doit rééquilibrer les molécules de l'eau via des minéraux. Nous avons également décidé de remettre en fonctionnement si-besoin notre bassin tertiaire avec l'ajout de coagulant</i> ».</p> <p>L'inspection note que l'exploitant procède à des essais pour améliorer le fonctionnement de sa station d'épuration et a constaté la bonne mise en place des dispositifs annoncés.</p> <p>L'inspection a profité de son déplacement sur site pour vérifier les paramètres d'autosurveillance avant leur saisie sur GIDAF. Il en ressort le respect des VLE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Capacité de traitement des déversements accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : La société GIE du NOIR RUXEL est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de : <ul style="list-style-type: none">• (...) ;• démontrer que la station d'épuration est apte à faire face dans sa capacité de traitement aux produits chimiques accidentellement déversés ;• (...).
Constats : Par courriel du 26 janvier l'exploitant précise que « <i>En cas de déversement accidentel de produits chimiques, notre station est dimensionnée pour absorber une charge polluante de 3 700 kg de DCO/jour, actuellement nous avons une charge d'environ 2 600 kg de DCO/jour ce qui représente une charge de 70 %, donc nous avons une marge de manœuvre de l'ordre de 30 %; si malheureusement un tel incident se produit la solution est de stopper l'usine et d'alimenter le bassin biologique en fonction des analyses de DCO réalisées sur l'effluent à traiter</i> ». L'inspection prend acte de ces chiffres en ce qui concerne la DCO. Pour ce qui concerne les produits chimiques stockés en GRV (mouillants, azurants...), pour pallier le risque qu'ils pourraient ne pas être absorbés en grande quantité par la station d'épuration, l'exploitant indique qu'en cas de déversement accidentel, il est en capacité d'en moduler le débit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Dépassement des valeurs limites d'émission dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : La société GIE du NOIR RUXEL est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de : <ul style="list-style-type: none">• (...) ;• commenter les dépassements des valeurs limites de rejets des mois de janvier et février 2023 ;• (...).
Constats : Par mail du 26 janvier 2024, l'exploitant précise : « <i>en ce qui concerne les différents dépassements sur Janvier et Février 2023 ; nous avons mis en évidence des entrées d'eau au niveau du camping qui pourraient être à l'origine des dysfonctionnements chroniques à cette période de l'année, nous avons saisi la justice nous attendons un retour de leur part concernant ce sujet</i> ». Vu le logiciel d'autosurveillance GIDAF, les commentaires pourraient être plus développés.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Bilan de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : <p>La société GIE du NOIR RUXEL est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • (...) ; • transmettre le bilan de fonctionnement de la station d'épuration pour l'année 2022.
Constats : <p>Par courriel du 30 janvier 2024, l'exploitant a transmis son bilan de fonctionnement qui fait ressortir que les niveaux de rejet des paramètres N, P et DCO sont assez aléatoires. L'exploitant a de ce fait pris des mesures (injection de chlorure d'aluminium et de coagulant).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure